

Michel Héluwaert, inspecteur honoraire de la jeunesse, des sports & des loisirs. Docteur en Science politique. « Un avatar de pédagogie culturelle et sociale. Aventure et mésaventures des CREP. (Centres Régionaux d'Éducation Populaire) » Châtenay-Malabry 15 juin 2011

Si les CREGS¹ sont des établissements publics, normatifs par destination et normés par nécessité, les écoles de cadres sont des dispositifs à normatifs et novateurs qui conjuguent engagement associatif et intervention publique. Outre trois écoles nationales² et dix-sept régionales³ relevant du Secrétariat général à la jeunesse auxquelles s'ajoutent Chamarges⁴ (chefs de maisons des jeunes) et Mollans-sur-Ouvèze (auberges de jeunesse) on en recense 19 autres gérées directement par les mouvements⁵.

Elles ont été largement soutenues⁶ en raison d'un engagement affirmé dès juillet 1940 et réitéré en octobre. Il caractérise l'adhésion des mouvements de jeunesse à un dispositif technico-politique apparaissant comme une réponse à leurs critiques antérieures du dispositif d'enseignement et la volonté de former leurs cadres afin de s'opposer à la tentation de la « jeunesse unique ». Elles sont numériquement plus nombreuses que les CREGS ce qui n'est pas aberrant pour un régime qui, bien que tentant de valoriser un corps déchu dans la tourmente, est à la recherche d'individus aptes à prendre des responsabilités.

Ce qui sera. Mais à son encontre et à sa grande déception.

À la Libération les CREPS reprennent les missions des CREGS après avoir pris soin d'éliminer le principe d'éducation générale dont les pratiques perturbaient les *habitus* de l'enseignement secondaire. Jean Guéhenno, qui avait accepté « à l'insu de son plein gré »⁷ de prendre en charge la jeunesse et l'éducation populaire, supprime les soutiens budgétaires aux écoles gérées par les mouvements, profite de la fin des baux de location pour en fermer certaines et baptise *Centre éducatif* les rares sites qu'il conserve avant qu'ils deviennent *Centres régionaux d'éducation populaire (CREP)*.

¹ CREGS : Centres régionaux de l'éducation générale et sportive.

² Uriage, la Chapelle-en-Serval, Écully-les-Lyon (jeunes-filles).

³ Le Châtelard par Saint-Junien (Haute-Vienne), Château de Chazal par Uzos (Hautes-Pyrénées), Clerlande par Ennezat (Puy-de-Dôme), La Peyrouse par Saint-Sorlin-en-Valloire (Drôme), Le Condon par La Valette du Var (Var), Château de Saint Bauzille à Béziers (Hérault), Domaine de la Glacière par Cugnax (Haute-Garonne), École de Sainte-Anne à Marseille, École de Terrenoire (Saint-Étienne), École de Meyrargues (Bouches-du-Rhône) pour les garçons ; Villa Ramel à Saint-Galmier (Loire), Château Belmont à Saint Jérôme (Marseille), Maison de jeunes rurales à Saint-Cyran par Saint-Michel-en-Brenne (Indre) pour les filles. Ainsi que Bir-el-bey (Tunis), Service Jeunesse & Sports (Résidence Générale à Rabat), Birmandreis (El Riath à Alger). Enfin l'Institut de Recherches et d'applications psychologiques et pédagogiques (18, rue Jarente à Lyon) pour la zone non occupée. École de cadres spécialisée des moniteurs d'éducation physique de Bagatelle (Paris 16^{ème}), École de cadres spécialisée de Champrosay par Draveil (Seine-et-Oise), École de Cadres spécialisée de Montry (Seine-et- Marne), École de cadres de Lorraine-Franche-Comté à Nancy (Meurthe-et-Moselle), École de cadres masculins de Bourgogne à Lantenay (Côte-d'Or), École régionale de cadres de Bretagne à La-Haye-en-Mordelles (Ille-et-Vilaine), École régionale de cadres de Flandres-Artois à Verlinghem (Nord), École régionale de cadres d'Île-de-France à Marly-le-Roi (Seine-et-Oise), École féminine de Cadres d'Île-de-France à Saint-Cloud (Seine-et-Oise) en zone occupée.

⁴ Mollans-sur-Ouvèze et Chamarges sont 2 communes de la Drôme.

⁵ Les Scouts de France en gèrent 5 (Saint-Genis-Laval, Montluçon La Varenne, Lapalisse Château des Vignots, Lascazères et Corbiac par Bergerac) ; les Éclaireurs Unionistes 3 (Tonneins, Largentière/Chassiers, Sumène le Mas) ; les Éclaireurs de France 3 également (Die Le Martouret, Saint-Sorlin-en-Valloire/ la Peyrouse, La Valette par Toulon ; la JOC 4 (Limoges la Plainartige, Marseille La Blancarde, Toulouse et Saint-Étienne).

⁶ Une dotation de premier établissement de 10 000 FF à chaque centre et une dotation de fonctionnement pour 1941 de 587 000 FF aux Scouts de France, de 470 000 FF à la JOC et 352 000 FF aux Éclaireurs de France et aux Éclaireurs Unionistes.

⁷ « J'ai mis 17 jours à accepter, il ne me faudra qu'une minute pour démissionner ». Déclaration de Jean Guéhenno aux Éclaireurs de France (décembre 1944).

Cette dénomination de *Centre éducatif* venant d'un intellectuel de gauche, sanctionné par *Gestapette*⁸, et qui a évoqué, un soir de novembre 1943, avec Joffre Dumazedier⁹ la nécessité de définir une nouvelle culture populaire m'apparaît logique. Cependant, comme l'objet *jeunesse* lui est secondaire par rapport à celui de *culture populaire*¹⁰, la référence *aux jeunes* en est absente.

Il envisage par ailleurs de développer son projet de culture populaire en faisant appel, avec raison, au militantisme des instituteurs¹¹ auxquels il souhaite confier l'animation d'un manteau de *Maisons de Culture* couvrant le pays à l'instar des cathédrales du Moyen-âge et les y former car ils ont, selon lui, la mission d'aider les gens de peu à se libérer de la société capitaliste.

S'il soutient les projets d'éducation ouvrière de la CGT, nomme Marcel Vigny inspecteur à Annecy¹² et Joffre Dumazedier responsable de ses services en Savoie-Dauphiné, il ne s'engage pas aussi loin que le souhaiteraient certains militants¹³ éloignés des préoccupations d'une Éducation nationale en quête de revanche. Il ne saura d'ailleurs pas résister à ses *camarillas* et se verra contraint d'abandonner sa mission ce qui favorisera l'échec des CREP.

La *Weltanschauung*¹⁴ guéhennienne se lit dans la mission pédagogique, culturelle et sociale qu'il leur octroie :

- initier les instituteurs et les normaliens aux arcanes de la pédagogie active des *Écoles nouvelles* grâce à un complément de formation pédagogique qui deviendra « *le stage CEMÉA* » imposé aux normaliens. Mais aussi la mise en place de stages de pédagogie du collectif destinés aux maîtres d'internat du second degré¹⁵ ;
- apporter aux militants des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire les moyens de mener, dans leur environnement, une politique de libération sociale en leur donnant la maîtrise et la pédagogie de techniques culturelles favorables à l'émancipation des gens de peu¹⁶. Ce à quoi l'enseignement institutionnel s'est révélé incapable.

Ces centres sont généralement excentrés, non pour les mêmes raisons que les CREGS/CREPS dont les installations sportives sont consommatrices d'espace, mais parce que ces *thébaïdes*, éloignées des turpitudes urbaines, sont des lieux de mise en commun qui favorisent la catharsis au sein du groupe et, comme Uriage, accueillent « *toutes les chapelles* »¹⁷.

Cette laïcité positive est soulignée par Hubert Beuve-Méry.

⁸ *Gestapette* » : contraction de *Gestapo* et de *tapette* ; surnom donné à Abel Bonnard, en raison de sa double orientation fasciste et sexuelle, par le chroniqueur Jean Galtier-Boissière et repris par Pétain. Il fut ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse sous Vichy (période Laval) de 1942 à 1944.

⁹ Jean Guéhénno *Un jeune homme est venu me voir. Journal des années noires*, Paris, Folio 2002, p362.

¹⁰ Jean Blanzat a une vision de la jeunesse que ne dénierait pas André Basdevant mais qui ne concerne pas Jean Guéhénno pour qui les jeunes ne sont qu'une cible des pratiques culturelles.

¹¹ Il n'a pas confiance dans les agrégés « *qui sont morts à 25 ans* » et souhaite recruter 5000 instituteurs à partir des postes réservés pour la réinsertion des instituteurs prisonniers de guerre.

¹² Instituteur à Rumilly(Haute-Savoie), Marcel Vigny a fondé une Maison de la Culture correspondant à ses attentes. Il est donc nommé inspecteur à Annecy.

¹³ Jacques Serres, militant des centres musicaux ruraux de la Drôme remet en 1945 à Jean Blanzat, adjoint de Jean Guéhénno, un rapport exposant que le peuple ne pourra prendre le pouvoir que s'il maîtrise les arcanes d'une culture que la bourgeoisie lui refuse.

¹⁴ *Weltanschauung* : terme allemand qui désigne une « vision du monde » d'un point de vue métaphysique, notamment dans l'Allemagne romantique ou moderne.

¹⁵ D'octobre 1944 à septembre 1945, 500 normaliens, 200 maîtres d'internat et 400 instituteurs ont bénéficié de stages spécifiques à leur mission éducative.

¹⁶ Formule de Pierre Sansot, philosophe, sociologue : titre de son ouvrage éponyme, *Les Gens de peu*, PUF, 1992. Entre janvier et septembre 1945 les Centres éducatifs comptabilisent 58 445 journées/stagiaires dont 31 987 pour les mouvements de jeunesse, le scoutisme, les groupes d'action catholique, les Francs & Franches Camarades, l'UJRF ; 24 232 pour les organismes de formation des moniteurs et directeurs de colonies de vacances et 1772 pour les Auberges de jeunesse. En 1947 ils atteignent les 200 000 journées/stagiaires accueillant les scoutismes français, l'ACJF, les œuvres laïques, les Francs & Franches Camarades, les organismes de colonies de vacances, Peuple & Culture, Tourisme & Travail, Travail & Culture.

¹⁷ « *Aujourd'hui et plus que jamais, l'École des Cadres, pour être efficace, doit rester largement ouverte à toutes les familles religieuses, à toutes les familles politiques, à toutes les classes sociales* ». Hubert Beuve-Méry. *Esprit* n° 115. 1^{er} octobre 1945.

J'en prendrai pour exemple *La Beuvrière* et la *Villa Madeleine* que j'ai eu le privilège de fréquenter entre 1953 et 1958 ainsi que *Les Marquisats*¹⁸ dont la diversité des origines, sites et pratiques respecte le « *aux jeunes il ne faut pas tracer un seul chemin mais ouvrir toutes les routes* » de Léo Lagrange. Le dernier, parangon de ce qu'ils auraient pu devenir dans la logique guéhennienne, préfigure le destin des autres.

Mon discours, fondé sur la présentation de ces dispositifs pédagogiques et sur la diversité de leurs intérêts, puis sur les avatars des *Marquisats* qui me semblent prémonitoires de l'avenir contrasté des services de la jeunesse & des sports, conclura sur le caractère inévitable de leur disparition.

Les modalités de leur création :

- *La Beuvrière* (Phalempin en banlieue de Lille) est le transfert administratif, géré par Théo Platel, de l'école de cadres des centres de jeunesse de *Verlinghem* (Armentières) dont le bail vient à expiration. Cette ancienne colonie de vacances a hébergé un état-major de la Wehrmacht ;
- La *Villa Madeleine* (Houlegate) est un ancien CREGS qui fut la tête d'un réseau de sites secondaires de formation de cadres du CGEGS¹⁹ ;
- *Les Marquisats* (Annecy), siège de la Milice, ont été libérés par le maquis de Haute-Savoie²⁰ qui souhaite y appliquer les principes pédagogiques d'Uriage.

La diversité de leurs pratiques :

- *La Beuvrière*, que j'ai eu la joie militante de fréquenter dans le mitan des années 1950, accueille *toutes les chapelles* à l'exception des stages des CEMÉA car ces derniers disposent du centre de *La Houblonnière* sise à moins d'un kilomètre. Il est géré par *Marcel Davaine*, ancien directeur de l'École de cadres de la *Haye-Mordelles* (Ille-et-Vilaine) avec qui *Théo Platel*, militant des *Auberges de jeunesse* lors du Front Populaire, entretient d'excellentes relations. On y trouve un relais des auberges de jeunesse et un camp-école des *Éclaireurs* installé dans des wagons (40 hommes/8 chevaux).

Le centre est boudé par la *Fédération des œuvres laïques du Nord* qui ne peut admettre son ouverture à l'*UFVC*, la *JACF*, l'*UJRF*²¹ et d'autres mouvements ne relevant pas de son obédience et qu'elle ne contrôle donc pas.

- La *Villa Madeleine*, accueille, même après être redevenue un CREPS, les universités d'été de *Peuple & Culture* qui y élabore ses fiches de lecture et de musique et organise des stages thématiques ;
- *Les Marquisats* sont en ville (*Annecy*). Ils organisent des stages thématiques et accueillent des sessions associatives locales, nationales et internationales. Ils *marcottent* en ouvrant des sites d'initiation et d'animation culturelle en plusieurs points du département.

Ces trois sites sont des vecteurs potentiels du changement politique, culturel et social espéré par le pays profond.

¹⁸ Centres éducatifs : *La Beuvrière* à Phalempin (en banlieue de Lille), *Villa Madeleine* à Houlegate, *Les Marquisats* à Annecy.

¹⁹ En 1941 ce CREGS est en relation avec le site annexe de la Haute-Barde et son directeur fait écouter la radio de Londres à ses stagiaires, en 1946 il est CREP et devient CREPS en 1951.

²⁰ « *Une fois en vue de la maison elle-même, nous lui trouvâmes un aspect lamentable. Le mur de bas de la façade portait une grande brèche, due à des explosifs. Les vitres cassées de ce qui avait été une véranda avaient été remplacés par des planches barbouillées d'inscriptions diverses dont la faucille et le marteau des communistes et la croix de Lorraine des gaullistes. Les trois baraques édifiées dans le parc par la Milice et où logent les stagiaires prennent l'eau quand il pleut. Les lits sont de simples cadres en bois tendus de treillage métallique à grandes marges* ». Jean Le Veugle cité in Callé Philippe *Les Marquisats : le rêve achevé*.

²¹ UFVC, Union française des centres de vacances ; JACF, Jeunesse agricole catholique féminine ; UJRF, Union de la jeunesse républicaine de France.

La diversité de leurs fonctions :

Après la fusion des services et des corps (André Viénot²²) les CREP sont à égalité numérique avec les CREPS²³ et répondent aux attentes des mouvements pédagogiquement novateurs proches ou non de l'Éducation nationale. Leur fonction « accueil » s'organise sous plusieurs formes :

- Une association nationale ou locale organise une session de formation avec ses propres cadres mais souhaite disposer d'un lieu offrant le gîte et le couvert. Le CREP assume sa fonction hôtelière.
- Une association souhaite organiser, au bénéfice de ses membres ou de bénévoles externes, une session thématique mais ne dispose pas des intervenants idoines. Le CREP assume sa fonction de centre de ressources et met à sa disposition des instructeurs nationaux.
- L'administration régionale « Jeunesse & Sports » souhaite organiser des séquences de formation professionnelle de ses personnels, une nouveauté dans le paysage administratif français, notamment celui de l'Éducation nationale. Le CREP assume sa mission de centre de ressources et de centre hôtelier.
- La direction de l'éducation populaire souhaite organiser un « stage de réalisation ». Le CREP assume sa fonction hôtelière mais s'occupe également de la promotion de l'action menée en recherchant des sites d'accueil pour les représentations de fin de stage. Il exerce la fonction de diffuseur culturel dans son environnement local.

En 1946, *La Beuvrière* organise 50 stages sur 280 journées et accueille 1259 stagiaires²⁴ ; en 1948 *Les Marquisats* affichent 13 000 journées/stagiaires représentatives de la diversité des chapelles associatives locales²⁵.

Les modalités de leurs interventions divergent légèrement :

- *La Beuvrière* organise, au bénéfice des militants du monde associatif de Flandres-Artois-Picardie, des week-ends de danse folklorique, de chant choral, de cinéma et des stages de réalisation de « théâtre »²⁶. Le centre accueille de nombreuses sessions de formation des militants locaux de mouvements de jeunesse et syndicaux. Les stagiaires, ouvriers, paysans et mineurs de *Flandres-Artois-Picardie* apprécient le privilège de « venir au château ».
- *Les Marquisats* et la *Villa Madeleine* accueillent des universités d'été ; celles d'Annecy sont souvent orientées vers l'international car le site est touristiquement plus porteur que la banlieue lilloise. Les CREP deviennent en quelques mois d'inestimables centres de ressource pour les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire porteurs de pédagogies actives et d'utopie

²² André Viénot : première femme membre du gouvernement dans le Gouvernement provisoire et sous la IV^e République, responsable du sous-secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports du 24 juin 1946 au 22 janvier 1947.

²³ Les CREPS de 1946 sont sis à Aix-en-Provence, Antibes, Boulouris, Bordeaux (Talence) Châtenay-Malabry, Dinard, Dijon (Mirande), Montpellier, Mâcon, Nancy, Toulouse (Lespinet), Poitiers, Strasbourg, Voiron, Châtelguyon. Il existe aussi une école de la police (Périgueux) dépendant de Jeunesse & Sports. Les CREP de 1946 sont sis à Saint-Cloud, Marly-le-Roi, Sceaux, Montry, Phalempin (la Beuvrière), Pavres (Ardennes), Nancy (Villa Rondolino), Houlgate (Villa Madeleine), Dijon (Lantenay), Romagne, Clerlande (Villa Marquisats), Saint Étienne (Terrenoire), Collonges-aux-Monts-d'Or, Marseille (Belmont), Strasbourg (Montagne verte).

²⁴ UJRF : 5 stages (99 participants), Francs & Franches Camarades : 7 stages (175 participants), Éclaireurs : 7 stages (102 participants dont 99 unionistes et 9 Routiers unionistes), MLAJ : 3 stages (93 participants), CEMÉA : 5 stages (227 participants), JEC : 1stage (14 participants), JOC : 1 stage (15 participants), Jeunesse & sports Lille : 7 stages (136 participants).

²⁵ En 1948 les *Marquisats* accueillent les Scouts routiers, les Jeunesses socialistes, l'UJRF, la JAC, la CGT et la CFTC, les CEMEA, Avenir & Joie, Tourisme et Travail, les Foyers ruraux, Peuple & Culture, les Auberges de jeunesse, les Maisons des jeunes et de la culture, les Aides familiales, la Communauté de travail (Marcel Barbu) et des universités d'été internationales (suédois, hollandais, américains).

²⁶ En 1947 : *Loire* (André Obey), *Intermezzo* (Giraudoux), *La mégère apprivoisée* (Shakespeare).

sociale. Ils vont subir un ostracisme politique et administratif sur lequel je m'exprimerai après avoir présenté ce qui pouvait, dans la pensée guéhennienne, être le parangon du centre de formation des élites républicaines locales.

La situation spécifique et exemplaire des Marquisats :

Les Marquisats se définissent comme « un centre, un mouvement, une équipe » dont le *marcottage* fonde une réflexion culturelle et sociale forte dans le bassin annécien et la Haute-Savoie. Ils sont symboliques tant dans l'esprit qui a mené à leur création que dans ce qui deviendra les conditions de leur disparition.

Ils sont « nés d'Uriage » et l'équipe fondatrice entend reprendre, au niveau local, les principes d'une École de cadres dont sont issus les fondateurs de *Peuple & Culture*. Ce « carrefour des mouvements de jeunesse, des syndicats et de l'Université » correspond à la volonté d'instaurer une nouvelle forme de pédagogie sociale et culturelle, fruit d'une expérience née sous le maréchalisme puis dans les maquis-école. Ils portent l'espoir de participer à la création de la « société du XXème Siècle ». Le projet intéresse un temps Hubert Beuve-Méry, mais c'est Jean Le Veugle qui en assume finalement la charge.

La philosophie du centre se situe dans « le champ des possibles » caractérisant la période 1944/1947. Ce lui deviendra un handicap politique en raison de l'engagement religieux et/ou politique de ses cadres. Il existait en effet à Annecy un contexte socio-idéologique laissant penser que certains *leaders* locaux ne souhaitaient pas réellement « la détection, la sélection et la formation d'une élite issue de tous les milieux aspirant à un changement de société, en particulier la jeunesse, l'université et le monde ouvrier²⁷ ».

S'il développe les activités traditionnelles d'un Centre éducatif, son équipe dirigeante crée une MJC à Annecy, puis à Thonon-les-Bains ; un cinébus (*Jean Urbanek*²⁸) qui devient un *cinébibliobus* ; un *culturobus* et un groupe d'action théâtrale (*Gabriel Monnet*²⁹). Vivant dans l'espoir « de rendre possible le monde nouveau ». Ses animateurs exploitent une pédagogie alliant spécificités associatives et réalités sociopolitiques.

La lecture des grilles de stage montre que si l'association accueillie apporte ses éléments propres, le centre les complète par des interventions liées à l'éducation populaire et à sa problématique culturelle et sociale.

- Les stagiaires des sessions internationales sont logés individuellement dans des familles annéciennes, prennent le repas de midi avec les autres stagiaires et participent aux veillées culturelles organisées un jour sur deux. Cette option crée des liens humains entre annéciens et stagiaires suédois et américains.
- Le passage des troupes théâtrales est l'occasion, à l'instigation de Gabriel Monnet, d'organiser des rencontres entre acteurs professionnels et animateurs bénévoles locaux qui bénéficient de ce type de contact. On est dans une configuration forte d'ouverture à la diversité associative et d'intervention sur le milieu local.

Si les stages de réalisation de *La Beuvrière* offrent des représentations dans les villages d'alentour, ce ne sont que des spectacles délocalisés alors que Les Marquisats portent la parole dans le milieu associatif. J'en prendrai pour exemple Gabriel Monnet qui, en liaison avec « *Les Escholiers* »

²⁷ Philippe Callé, *Les Marquisats : le rêve inachevé*.

²⁸ Jean Urbanek : animateur du Cinébus, payé sur les fonds du Centre des Marquisats.

²⁹ Gabriel Monnet fut instructeur d'art dramatique auprès de la direction départementale de Haute-Savoie de 1946 à 1952.

(amateurs annéciens), crée une école d'art dramatique ouverte aux arts plastiques, chant et musique. Il s'agit « moins, au début, de susciter des vocations théâtrales que d'épanouir les personnalités, cultiver les forces vives des individus³⁰ ».

Les *Marquisats* ont très vite dépassé le statut de *Centre éducatif* pour devenir une *Maison de Culture* selon les attentes de Jean Guéhenno, capable de porter la parole culturelle dans un espace géographique donné. Ce faisant, ils inaugurent un ensemble de pratiques susceptibles de perturber le conformisme de nombreuses institutions ayant, à la Libération, retrouvé la capacité à réitérer des postures inadaptées à la situation nouvelle. Leur œcuménisme devient aberrant pour une société française idéologiquement tripartite dans laquelle l'unanimité de la Libération se délite au bénéfice des *ukases* idéologiques.

Dans un pays paralysé par les aberrations de sa tripartition idéologique on se satisfait de mauvaises réponses au véritable problème de formation d'élites sociales non formatées. Le principe des CREP palliait, en participant à la formation des futures élites associatives et syndicales, les carences d'un dispositif scolaire reproducteur des inégalités.

Les conditions politiques deviennent à partir de 1947³¹ très peu favorables à l'expression d'une pédagogie culturelle et sociale³² proche de *Marcel Barbu* et de *la Rose et le Réséda*. Elles facilitent un tri *idéologique* à justification budgétaire. C'est à partir de là que se pose, politiquement parlant, la question de l'utilité des CREP.

Le sort fait aux *Marquisats* apparaît prémonitoire de celui des CREP. Le départ de Jean Guéhenno, qui n'a pas supporté les chausse-trappes internes à l'Éducation nationale et l'arrivée de Gaston Roux essentiellement préoccupé par la problématique sportive, les a privés du soutien idéologique qu'il aurait pu leur accorder.

Les décisions des commissions de « *la hache* » et de « *la guillotine* » ont en outre décimé les inspecteurs « *jeunesse* » au bénéfice des inspecteurs « *sport* ».

Ces derniers privilégient la formule des CREPS³³ vecteurs de formation d'enseignants d'éducation physique et sportive (leurs directeurs sont des enseignants d'EPS), et du développement des activités sportives.

Face à eux un *CREP* est ce que Benigno Cacéres nomme une thébaïde, un espace éducatif plus proche de la pédagogie d'un *Cappy* ou d'un *Gilwell*³⁴ que celle d'un *CREPS*. La catharsis exprimée par le collectif y forme des responsables futurs militants associatifs, syndicaux ou politiques.

On y forme des agitateurs potentiels, futurs militants d'une gauche non conformiste et des catholiques de mouvement. Les stages qu'ils organisent postulent souvent, selon Péguy, que « *le socialisme ne se fera pas par des paroles de violence, de haine, de laideur, mais par un travail modeste, lent, moléculaire, définitif* ». Leur grave défaut est qu'ils correspondent aux attentes de ceux qui postulent que la prise de pouvoir du peuple sur les nantis ne se fera que lorsqu'il aura acquis les bases culturelles que la bourgeoisie lui refuse.

³⁰ Philippe Callé, *Op cit, ibid.*

³¹ La tentative de coup d'État menée par le PCF en 1947, le coup de Prague, le blocus de Berlin, la révolte ouvrière de 1953 en RDA, la répression de Budapest, les guerres d'Indochine, de Corée, puis l'Algérie justifient l'implosion de la tripartition en factions inconciliables.

³² Les débuts de la guerre froide, l'expulsion des ministres communistes et les tensions sociales sont aggravées par les lois Marie/Barangé qui exacerbent les tensions entre laïques et cléricaux.

³³ Ce qui défavorise les CREP dont les directeurs ne sont pas inspecteurs avant 1951.

³⁴ Cappy (Oise) et Gilwell (Angleterre) : lieux de formation du scoutisme.

En quelques années, au gré du désintérêt administratif, politique et des agressions idéologiques, les *CREP* entament un déclin progressif.

- *La Villa Madeleine* redevient un CREPS accueillant, dans le domaine de l'éducation populaire, essentiellement des sessions estivales.
- *Les Marquisats*, devenus annexe du CREPS de Voiron, s'engagent sur la voie de la disparition.
- *La Beuvrière* bénéficie temporairement de l'absence de *CREPS* en Flandres-Artois-Picardie³⁵ ce qui lui permet de subsister en autonomie pédagogique et administrative tant que *Wattignies* ne sera pas réalisé.

Le mauvais sort fait aux CREP s'explique à partir d'approches diverses.

La plus évidente est liée à la situation politique du pays à partir de 1947. Elle naît de la crainte des partis politiques de droite, mais aussi de gauche, et des organisations syndicales, de voir leurs discours confrontés à l'émergence de militants formés, non formatés et susceptibles d'adopter le discours du PCF.

Dans ces centres prédomine un projet de formation de citoyens, conscients et préparés, par les formations culturelles qu'ils dispensent, à la maîtrise des outils de prise du pouvoir. Ils sont politiquement dangereux car ils ne relèvent pas de la pédagogie de la reproduction mais de celle de la réflexion capable de mener à la contestation. L'aberration politique de telles structures avait d'ailleurs déjà été soulignée peu avant la Libération par des thuriféraires de Vichy qui se plaçaient en contempteurs des Écoles de Cadres et des actions menées par leurs formateurs.

Il s'agit en ce cas, même si les formes politiques de rejet sont les mêmes, de la crainte éternelle des établis, traduite à cette époque, par celle de voir se reconstituer, au sein des jeunes, la symbolique de la rose et du réséda.

Le retrait des jeunes face aux idéologies qui tentent de les manipuler et d'exploiter leur capacité à l'engagement et leur rejet d'une société confinée dans ses *habitus* conservateurs est, de tous temps, un danger potentiel. Si ceux qui sont prêts à s'engager ne représentent que 1/7 d'une classe d'âge, la société quelle qu'elle soit préfère les aspirations des autres 6/7 attirés par les dispositifs marchands.

- La Ligue de l'enseignement et les dispositifs associatifs, politiques et syndicaux dont elle irrigue la pensée et les actes, craint de se voir dépassée à droite et à gauche et perdre une part d'influence.
- La hiérarchie catholique, dont les mouvements bénéficient des avantages offerts par les *CREP* exprime, comme toutes les institutions figées, sa crainte des formations libérales et des risques nés de la confrontation des idées. Confrontés à des jeunes porteurs d'autres idéologies, ils pourraient abandonner leur mission évangélisatrice et se positionner dans un projet de revendication politique et sociale. C'est une option que réproouvent les évêques.
- Les commissions de la *Hache* et de la *Guillotine* (1947) ont réduit à une portion plus que congrue les effectifs des inspecteurs issus de l'utopie guéhennienne. Face aux inspecteurs « *sportifs* » issus de Vichy et restés pour la plupart en poste après la Libération, ceux « *de la jeunesse & de l'éducation populaire* » recrutés par Jean Guéhenno, ont été laminés à près de 60%.
- Il ne faut pas négliger la position des directions « *culturelles* » de l'Éducation nationale, puissance tutélaire, porteuses d'un projet qui ne prend pas en compte les attentes populaires qu'elles considèrent peu aptes à l'accès à la culture et privilégient celles des classes aisées. Les

³⁵ Le CREPS de l'académie de Lille est à Reims dans les locaux du collège des athlètes (Stade Pommery).

CREP pouvaient jouer ce rôle d'initiateur mais, comme elles n'étaient pas capables de le faire, elles préféraient bloquer toute initiative capable de pallier leurs carences.

- Nombre de services extérieurs ne disposent pas d'inspecteur « jeunesse », leur projet pédagogique n'y est donc pas représenté. Ils étaient pourtant seuls à défendre un objectif éducatif face à l'impéritie de la plupart des élus locaux et à la position de Gaston Roux qui tente de survivre avec les maigres crédits alloués par une Éducation nationale fermée au concept « Jeunesse & Sports ».

Il eût cependant été opportun, pour la consolidation du dispositif « Jeunesse & Sports » que se confortent et se développent deux catégories de centres de formation aux objectifs parallèles mais différents, voire divergents. Dans un contexte budgétaire étreint, Gaston Roux a arbitré en faveur des sportifs au détriment de l'éducation populaire.

L'intégration des CREP aux CREPS reste une hypocrisie administrative qui laisse croire que deux visions antagonistes du monde pratiquant des pédagogies divergentes peuvent cohabiter sans problèmes dans un même site d'autant plus que les directeurs de CREPS, enseignants d'EPS, ne sont pas nécessairement ouverts aux problèmes de l'éducation populaire.

Elle institue la mort lente d'un dispositif éducatif novateur.

Cette politique résulte de l'impéritie d'une société qui a refusé de faire sa psychanalyse des années 1940 et se méfie de dispositifs éducatifs capables de former des individus conscients, contestataires et non-formatés. Elle est une erreur stratégique en matière de développement d'une Direction Générale qui aurait pu englober la jeunesse, les sports et l'enseignement technique. Trois orientations qui finiront, sous les ministères semestriels faits et défaits par une minorité, dans les poubelles de l'Éducation nationale.

La question est de savoir la position qu'aurait avoir cette Direction Générale.

On la trouve dans les exposés du rapport Bourdan³⁶ qui proposait la création d'un ministère de l'éducation populaire. Vingt ans plus tard Michel Amiot et Michel Freitag, proposent la création d'un ministère de la jeunesse au sein duquel les pratiques d'enseignement seraient limitées à leurs aspects techniques en laissant aux porteurs du principe d'éducation populaire les moyens de se développer et d'intervenir en faveur des gens de peu.

Elle annonce, de manière subliminale, la disparition d'une administration qui deviendra le ministère de l'éducation physique selon Gaston Roux au lieu d'être celui de l'éducation populaire selon Pierre Bourdan.

³⁶ Pierre Bourdan : ministre de la Jeunesse, des Arts et des Lettres, chargé des services de l'information dans le gouvernement Paul Ramadier du 22 janvier au 22 octobre 1947.